

Lors de son témoignage devant la commission Charbonneau, Gérald Tremblay s'est surtout évertué à camper son personnage familial.

Ce personnage, vous le connaissez par coeur. C'est celui d'un maire «intègre», aux «valeurs profondes», mais néanmoins victime de tous ces mécréants qui, dans son entourage, ont «trahi sa confiance» en refusant de l'informer des malversations sous lesquelles son administration croulait de plus en plus.

Qu'à cela ne tienne. Son témoignage aura tout de même mis de la chair, beaucoup de chair, autour de l'os de son personnage connu. Pas informé, Gérald Tremblay? Vraiment? Voyons voir...

Devant la juge Charbonneau, ce fut une autre histoire.

On aura plutôt vu un homme qui, dès son arrivée à l'hôtel de Ville, se fait avertir par le directeur général que des rumeurs flottent déjà sur des «enveloppes brunes» circulant à la Ville. Or, Gérald Tremblay ne commande pas la moindre enquête pour amasser les «preuves» qu'il se désole pourtant devant la commission de ne pas avoir eu pour «agir» dès le début.

Un maire qui, au cours de ces onze années au pouvoir, congédierait sur le champ certains de ses plus proches collaborateurs sur la simple foi de quelques coups de téléphone reçus «sous le sceau de la confidentialité». Des appels qui, raconte-t-il, l'«informaient» de comportements inappropriés au sein même de son plus proche entourage.

Un maire «intègre», mais qui ne pose aucune question sur le financement de son parti Union Montréal. Disant ne jamais s'en être mêlé, il dit même avoir laissé le tout à des «organisateurs» qui, eux, lui disaient de se pointer à des événements de levées de fonds.

Un maire qui, jusqu'à la propre démission de son bras droit Frank Zampino en 2008 supposément pour aller «relever d'autres défis», lui conservera sa confiance encore pour un

temps. Que Zampino, son tout puissant président du comité exécutif de la Ville lève tout à coup l'ancre, ne semble même pas lui avoir paru un tantinet bizarre...

Un maire qui, même après avoir congédié son grand argentier Bernard Trépanier pour avoir tenté de soutirer un pot-de-vin de 1 million de dollars à la compagnie SmartCenters en se présentant comme un « *official of the mayor* », le laissera tout de même continuer son boulot plus discrètement dans les coulisses...

Un maire qui, dans toute sa fausse candeur, [raconte](#) même devant une commission médusée qu'il avait informé le chef de police de Montréal de l'époque, Yvan Delorme, de cette tentative d'extorsion. Or, Gérald Tremblay ne s'étonne pas une miette d'entendre Delorme lui répondre comme si rien n'était : «Gérald, il n'y a pas eu d'acte de commis, donc, y a pas matière à enquête».

Pas de matière à enquête?

Tenter d'extorquer un million de dollars d'une entreprise en se présentant comme un « *official of the mayor*

» capable en échange de faciliter la réalisation de son projet n'aurait pas été «matière à enquête» alors que si prouvée, c'est une offense criminelle?

En réaction, Yvan Delorme [nie](#) avoir banalisé l'affaire Trépanier : «Ça aurait été ridicule de ma part si je lui avais dit ça car je sais très bien qu'on peut porter des accusations même si un crime n'a pas été commis».

Bref, un autre épisode peu réjouissant de «qui dit vrai?»...

À la lumière du récit des circonstances du congédiement de Bernard Trépanier par le maire, une question qui tue vient à l'esprit: pourquoi diable le maire Tremblay n'a pas immédiatement passé le dossier à la Sûreté du Québec – le corps de police responsable en matière de corruption municipale?

Était-ce par crainte, une fois l'enquête enclenchée, de voir son parti et son administration entachés par une allégation aussi lourde? Était-ce par crainte d'en voir l'effet décuplé si Trépanier était trouvé coupable?

L'homme qui en savait beaucoup, mais n'en disait rien

En fait, en congédiant ou en acceptant la démission de membres puissants de son entourage pour des causes troublantes dont on l'avait mis discrètement au courant, Gérald Tremblay balayait le tout sous le tapis.

À la lumière de son témoignage, on comprend encore mieux à quel point le maire semblait en savoir beaucoup.

Les voyants jaunes et rouges avaient beau s'allumer sous ses yeux tel un arbre de Noël, le maire gardait beaucoup de choses pour lui-même. Il ne communiquerait même pas à la SQ cette allégation de tentative d'extorsion d'un million de dollars. Tellement discret, le maire, qu'il n'informait pas les «congediés» non plus de la raison de son geste.

Lorsqu'il apprenait qu'un tel soupait avec Tony Accurso, qu'un autre avait tenter d'extorquer une entreprise ou qu'un autre encore entretenait des liens étroits avec des dirigeants de puissantes firmes de génie-conseil graciée de généreux contrats de la Ville, il congédiait simplement les ripoux en espérant que le problème disparaîtrait avec eux.

On voit ici à quel point sa première préoccupation semble avoir été de tenter de préserver l'image de son administration. Bref, Gérald Tremblay tentait surtout de gérer les «perceptions» du public et des médias.

Plusieurs fois durant son témoignage, il répétera d'ailleurs ce grand classique des coulisses du

pouvoir : **«la politique est surtout une question de perception»**.

Même lorsque Frank Zampino l'informe en décembre 2008, soit quelques mois à peine après sa démission de la présidence du Comité exécutif, qu'il se joindra à la firme de génie-conseil Dessau – un des gros joueurs du contrat controversé des compteurs d'eau -, Gérald Tremblay s'inquiète nettement plus des conséquences possibles de la nouvelle sur son parti que de la faute éthique grave qu'elle pourrait trahir.

Il lance alors à Zampino qu'il commet une «erreur stratégique grave» Le mot qu'il utilise ici est bien «stratégique» et non pas «éthique». Craignant comme la peste la réaction des médias, le maire appelle même Jean-Pierre Sauriol de Dessau pour l'implorer de ne pas faire ça. En vain, bien entendu.

Le seul fait que Zampino ait fait la fleur au maire de l'avertir privément de son passage chez Dessau laisse croire que les deux hommes étaient encore proches. L'ex-bras droit du maire connaît intimement le jeu politique, comme en atteste l'avertissement préventif qu'il fait à son ancien patron par courtoisie. Attention mon Gérald, ça va brasser, semble-t-il avoir tenté de lui dire...

Bref, s'il y a une chose qu'on peut croire de l'ex-maire, c'est lorsqu'il jure ne pas être un homme «naïf». Très vrai.

En effet. Comment croire qu'il n'ait jamais compris que cette valse de départs chez ses proches collaborateurs se terminant souvent en lucratifs retours d'ascenseur au privé, n'était qu'un gros symptôme d'un système de collusion et de corruption gangrénant de plus en plus la gestion de la Ville et des fonds publics?

Derrière ses airs de grand justicier se cachait en fait un stratège politique d'expérience comprenant fort bien que pour protéger le pouvoir de son parti, mieux valait mettre le couvercle sur la marmite des malversations qui se multipliaient autour de lui.

Lorsque la procureure de la commission lui demande s'il avait considéré le poste de Zampino

L'homme des banlieues

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 26 Avril 2013 03:27 -

chez Dessau comme une «récompense» en échange de gros contrats obtenus de la Ville – une évidence dans les circonstances –, Gérald Tremblay pousse même l'enveloppe jusqu'à répondre «non». De toute manière, ajoute-t-il, il n'avait pas à «juger» des motivations des gens. Ah bon?

Contre toute logique, il s'entête donc à dire qu'il n'a pas vu ce qui crèverait pourtant les yeux du premier néophyte en politique. Tout pour encore et toujours tenter de préserver les «perceptions».

Pour un chef de parti, un maire ou un chef de gouvernement, les «motivations» en ces matières, c'est pourtant très, très important qu'il puisse les identifier. Les «motivations», ce sont en fait les «intérêts» en jeu dans toute situation de malversation. Un chef qui voudrait éradiquer un dérapage éthique ne ferait jamais l'économie de la nécessité d'en découvrir les vraies «motivations».

L'homme des banlieues

Le récit de la genèse de son arrivée à la mairie est un morceau essentiel du *puzzle* Tremblay et de son règne de onze ans à la mairie de la métropole économique du Québec.

À la commission Charbonneau, il raconte comment, quelques années après avoir quitté la politique provinciale, le maire de Verdun de l'époque, Georges Bossé, l'approche alors pour la mairie de la nouvelle ville fusionnée par le gouvernement Bouchard.

Bossé était le maire «représentant» des villes-banlieue opposées à la fusion, mais forcées d'y adhérer. Il dit à Gérald Tremblay que ces banlieues cherchent un candidat capable de «travailler avec les deux côtés» – les villes-banlieue et l'ancienne Communauté urbaine de Montréal.

L'homme des banlieues

Écrit par Josée Legault
Vendredi, 26 Avril 2013 03:27 -

En réalité, à l'époque, plusieurs maires de banlieue rêvent d'un candidat connu qu'ils pourront vendre à leurs électeurs en furie contre la «fusion forcée», incluant ceux fort réfractaires de la communauté anglophone.

Gérald Tremblay, un ancien ministre libéral de Robert Bourassa, répond parfaitement à ce critère. Il fera très bien l'affaire.

Pragmatiques, ces maires comprennent qu'ils doivent faire avec cette fusion. Les avantages pourraient même en être étonnants. Après tout, la Ville de Montréal est un très gros donneur d'ouvrage, comme on dit. Fusionnée, elle le sera encore plus. Et qui dit donneur d'ouvrage, dit donneur de contrats.

Avec Gérald Tremblay, s'il est élu, les banlieues recevront la clé qui leur ouvrira les portes de ce très gros donneur d'ouvrage. Avec lui, s'il est élu, leurs leaders seront au pouvoir au centre même de la nouvelle grande ville fusionnée.

Bossé lui dit même, tenez, que M. Tremblay aurait «intérêt à rencontrer Frank Zampino», le très bien branché maire de Saint-Léonard. En fait, plusieurs maires de banlieue lui disent la même chose. Une bien jolie coïncidence.

Les éloges pleuvront sur Zampino au point où Gérald Tremblay en fera son «numéro deux» officiel dès avant l'élection de 2001.

Le maire de Saint-Léonard ne connaît pourtant pas très bien les rouages d'une grande ville comme celle qui naît des entrailles de la fusion, mais il connaît bien ceux du financement politique. Il a aussi de bons amis en politique provinciale au PLQ, sans compter, il va sans dire, chez de très gros bonnets de la construction et du génie-conseil. Zampino, ce comptable de formation, semble tout à coup valoir son pesant d'or.

À la commission Charbonneau, on [apprendra](#) même que dans les années 90, il assistait à la «cérémonie de mariage unissant la fille de Frank Cotroni et le fils de Joe Di Maulo» – deux membres «influent» de la mafia. De toute évidence, l'homme gagnerait à être connu du

nouveau candidat à la mairie.

Pierre Bourque : l'homme à battre

Par contre, si Pierre Bourque, le maire sortant, est élu – un farouche partisan de la fusion et peu enclin à faire des mamours aux banlieues -, ces dernières seront exclues, ou presque, du pouvoir.

L'enjeu est donc clair et tranché.

Avec des sondages plaçant Tremblay et Bourque nez-à-nez, la campagne électorale – longue en fait de neuf mois – est féroce. Les intérêts en jeu sont énormes. On ne badine pas avec la fusion...

À l'automne 2001, les rôles distribués sont plus clairs que jamais. Partout où il va, Gérald Tremblay est de plus en plus présenté comme le «candidat des banlieues» – celui qui promet une vaste décentralisation s'il est élu. Pierre Bourque, quant à lui, est l'homme de la grande ville fusionnée – l'homme de «une île, une ville».

En fin de campagne, Bourque ira même jusqu'à faire de l'élection un véritable référendum sur la fusion. Il en paiera le prix.

Le soir de l'élection, Tremblay clanche Bourque, mais de peu. Le premier rafle 49% des voix, le second, 44 %. Sa victoire, le nouveau maire la doit bel et bien aux banlieues dont les maires furent ses recruteurs pour représenter leurs intérêts.

L'homme des banlieues

Écrit par Josée Legault
Vendredi, 26 Avril 2013 03:27 -

Bref, si Tremblay donne aux banlieues la clé de l'hôtel de Ville, celles-ci lui donnent en retour la clé du pouvoir. On appelle ça, je crois, un mariage d'intérêts.

Pour le nouveau maire, par contre, il y aura un prix de reconnaissance à payer pour de tels appuis.

Ce prix, il le paye en faisant de Zampino son président du Conseil exécutif tout en lui déléguant des pouvoirs considérables. Il le paiera aussi en y nommant un certain nombre de maires des ex-banlieues.

Une fois les renards dans le poulailler, comme disent les Anglais : *the rest is history*.

Non pas que la collusion, la corruption ou le crime organisé n'aient pas déjà mis les pieds à l'hôtel de Ville avant 2001. Le problème est que ces pratiques se sont intensifiées et installées à demeure par après. Un véritable système, en fait, s'est érigé peu à peu sous la gouverne de l'administration Tremblay.

Professeure au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM, Danielle Pilette explique [ici](#) le phénomène:

«Je reviens toujours à ça : c'est la culture (de collusion et de corruption) de certaines des villes de banlieue. Ça s'est juste étendu à l'ensemble de la Ville de Montréal. (...) La fusion n'a que renforcé et systématisé ça. On voit aujourd'hui qu'il y a eu une alliance entre certains éléments du parti du maire (Gérald Tremblay) et beaucoup d'éléments des anciennes Villes de banlieue, Saint-Léonard, Anjou, Saint-Laurent, Lachine, Verdun»

(...) Lors des fusions, on est arrivé avec une culture déviante qui a corrompu et systématisé des façons de faire déviantes à la nouvelle Ville.

L'homme des banlieues

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 26 Avril 2013 03:27 -

(...) Union Montréal a été comme un vecteur de ça. Mais le problème, ça a été les fusions. La façon dont les fusions ont été faites. Une île, une Ville, ça donnait beaucoup de pouvoir. Surtout après les défusions du West-Island et certaines Villes du centre. Ça donnait beaucoup de pouvoir à certaines anciennes Villes de banlieue qui avaient déjà leurs problèmes d'éthique.

(...) Ce sont les mêmes personnes qui se sont agrégées à Union Montréal. Ils ont un peu permuté leurs rôles, mais ils ont pris le contrôle de la grande Ville. (...) Ils ont renforcé leur territoire d'influence.

(...) Ça va prendre des années avant d'arriver à rectifier la situation. (...) Et je pense que intuitivement, les citoyens, les contribuables, le sentent très bien qu'on retarde le plus possible le ménage. On en a peut-être pour dix ans si ça continue à ce rythme-là.

(...) Jamais le gouvernement n'aurait dû concentrer le pouvoir à Montréal entre si peu de mains. (...) Et les défusions n'ont en rien aidé. Au contraire, les ex-banlieues d'où émanait la «culture déviante» ont vu leur influence augmenter encore une fois au sein de la nouvelle structure.»

Alors, «naïf», l'ex-maire Tremblay?

Qu'en pensez-vous?

L'homme des banlieues

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 26 Avril 2013 03:27 -

Cet article [L'homme des banlieues](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#) .

Consultez la source sur Lactualite.com: [L'homme des banlieues](#)